



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la mer

***Enlèvement de bateaux hors d'usage (BHU) en milieu naturel sur le littoral de la
Martinique et en mer***

***Marché de prestations de services
Dossier de consultation des entreprises***

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

ARTICLE 1 : Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

La Direction de la Mer Martinique représentée par son Directeur NICOLAS Xavier.

D'autre part,

Le titulaire dont la soumission a été agréée.

ARTICLE 2 : Objet du marché – dispositions

Le présent accord cadre a pour objet l'enlèvement de bateaux hors d'usage (navires abandonnés et épaves) sur le littoral et en mer, au plus à 1 nautique au large des côtes de la Martinique.

Il s'agit de BHU dont les propriétaires sont inconnus et le demeurent même après une recherche de propriétaire par voie de publicité ou dont les propriétaires n'ont pas agi pour retirer leur navire du domaine public maritime après les mises en demeure par l'État.

Les navires sont retirés une fois que les procédures d'identification des propriétaires puis de déchéance de propriété ont été menées. La procédure est arrivée à terme, les navires peuvent donc être retirés. L'ensemble de la procédure réglementaire au titre du code des transports est réalisé par le Préfet de la Martinique, par délégation par la Direction de la mer et représenté par Xavier NICOLAS, directeur de la mer.

Les conditions de réalisation de la prestation sont indiquées au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2.1. Forme du marché

Le présent marché est un marché de prestation de service.

2.2. Nature du marché

Le marché est un marché à bons de commande, sans minimum, avec un montant maximum de 230 414 € HT.

2.3. Durée du marché

La durée du marché est d'un (1) an à compter de la date de signature du présent document. Il pourra être reconduit tacitement une (1) fois maximum pour la même durée initiale (un an).

La décision de reconduction intervient le cas échéant par l'envoi d'un courrier en RAR, au plus tard un mois avant la fin de la période initiale.

ARTICLE 3 : Documents constitutifs du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dans le présent article.

3.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E);
- Le bordereau des prix (B.P) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le mémoire du titulaire (dans ses aspects commerciaux comme dans ses aspects techniques) ;

Le mémoire technique devra comprendre :

- Une note méthodologique générale : organisation que l'entreprise se propose de mettre en œuvre, notamment pour éviter tout impact négatif sur le milieu, de façon temporaire ou permanente ;
- Présentation des moyens humains, de leurs qualifications, compétences et expériences, ainsi que des moyens matériels affectés spécifiquement à ce marché ;
- Un planning prévisionnel détaillé du déroulement et de phase de chaque chantier ;
- Une note spécifique justifiant et détaillant les solutions techniques proposées au regard des contraintes du site et des objectifs du projet (installations générales du chantier et fonctionnement durant la durée des travaux, repli à l'issu des travaux, amenée et repli de tous matériels terrestres ou nautiques nécessaires à la réalisation des travaux, établissement d'études d'exécution- notes de calculs et plans, installation, entretien et repli de la signalisation maritime pendant les travaux) ;
- Un « mémoire portant sur les mesures en matière de développement durable », à la fois celles liées à la stratégie et à la politique générale de l'entreprise sur les problématiques sociales et environnementales, mais également celles liées à la méthodologie, aux moyens et aux matériaux mis en œuvre pour les travaux dans le cadre du marché, de la mise en œuvre des matériels jusqu'au démantèlement potentiel des installations.

3.2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

ARTICLE 4 – Prix et règlement des comptes

4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire, et à ses sous-traitants, à l'entreprise mandataire, ses co-traitants et les sous-traitants.

4.2. Contenu des prix

Les prix comprennent les dépenses de toute nature que le titulaire aura à supporter jusqu'à la fin d'exécution des travaux et des prestations, y compris l'évacuation des déchets.

4.3. Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux et prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- Définition des prix : Les prix sont fermes et définitifs.

4.4. Délai de mandatement

Le délai de mandatement de chaque règlement est fixé à 30 jours, conformément aux dispositions de l'article L 2192.10 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 – Modalité de financement et règlement du marché

5.1. Modalité de financement

Le montant du marché est de deux cent trente mille quatre cent quatorze euros (230 414 €) au maximum en 2025.

5.2. Règlement du marché

Les paiements se feront par virement au moyen d'un mandat administratif sur présentation de facture après vérification du service fait par les services de la Direction de la mer, dans le respect des règles de comptabilité publique.

5.3. Avances

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans les bons de commande passés par les services bénéficiaires conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

Une avance est versée si les conditions prévues à l'article R.2192-3 et suivants du code de la commande publique sont réunies.

Le montant de cette avance est défini conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, en vertu duquel le taux minimal de l'avance est porté à 30 % pour les marchés publics passés par l'État, lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance . Il coche la case prévue à cet effet dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 – Délais de réalisation – pénalités et primes

6.1. Délai de réalisation des bons de commande

Le délai de réalisation de chaque bon de commande fait l'objet d'un planning prévisionnel d'intervention propre à chaque opération d'enlèvement. Ce délai est mentionné sur le bon de commande.

6.2. Prolongation du délai de réalisation des prestations

En cas d'empêchement majeur ou d'intempéries importantes, et sur la demande expresse préalable du titulaire du marché, il pourra lui être accordé une prolongation de délai conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

6.3. Pénalités

En cas de non-respect du délai global de réalisation fixé dans le bon de commande, le titulaire se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard.

6.4 Absences aux réunions ou convocations

Le titulaire convoqué à une réunion est tenu d'y participer. En cas d'absence non justifiée, de justification non acceptée par le maître d'ouvrage ou en cas de refus de participation à une réunion, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 €. Tout retard de plus d'un quart d'heure non justifié sera considéré comme une absence.

6.5 Pénalités diverses

Les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

- Documents à livrer par l'Entrepreneur dans les délais de remise
- Signalisation, nettoyage des abords du chantier et des voies de circulation utilisées par le chantier et accès des riverains
- Pénalités en cas de travail dissimulé
- Non-respect du code de l'environnement
- Infraction pénalité (par infraction constatée)
- Vidange sauvage effectuée directement sur le sol et en mer

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire du marché.

Entrave à la circulation publique :

En cas d'entrave à la circulation publique telle que stationnement pour des livraisons diverses par un fournisseur, sous-traitant ou co-traitant, réduction du nombre de voies navigables, etc..., il sera appliqué une pénalité de 100€ (cent euros) par évènement constaté.

Gestion des déchets de chantier :

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets (récupération, tri, brûlage, ...), l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-FCS, une pénalité fixée à 1 000 € (mille euros) par infraction constatée.

En cas de non utilisation ou de mauvaise utilisation des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 20.4 du CCAG FCS, une pénalité fixée à 250 € (Deux cent cinquante euros) par infraction constatée.

Pénalités pour non remise d'attestation :

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévu à l'article 11 ci-dessous, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 150 € (cent cinquante euros) par jour de retard.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Dans ce dernier cas, à la fin des travaux, l'entrepreneur devra, dans le délai de 10 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception et de clôture du chantier avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice de l'application de la pénalité prévue à l'article 08.03.

ARTICLE 7 - Achèvement de la prestation et retenue de garantie

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur demande du titulaire, par La direction de la mer et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Le titulaire du marché est dispensé de la retenue de garantie.

Les opérations de réception se feront en présence du Maître d'ouvrage. Il lui remettra le D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés).

ARTICLE 8 – Résiliation du marché

Le contrat pourra être résilié de plein droit par la Direction de la mer et aux torts du titulaire dans les cas suivants (nonobstant ceux existant au CCAG) :

- Dans le cas où l'État jugerait que la sécurité et la salubrité publique se trouveraient compromises, soit par abandon du service, soit par une grave négligence dans la manière dont il est exécuté. L'État impartit un délai de quarante-huit (48) heures au titulaire, soit pour reprendre le service, soit pour mettre fin à tous les abus ou manquements qui lui ont été signalés ;
- En cas de non-respect d'une des clauses figurant au DCE.

ARTICLE 9 – Assurance et responsabilités

Avant tout commencement d'exécution, le Prestataire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au marché.

LITIGES

À défaut de règlement à l'amiable, et en cas de litige, le tribunal administratif compétent est celui de FORT DE FRANCE.

Dérogations au CCAG-FCS

L'article 6.5 du présent CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG-FCS (régime des pénalités).